

**Union européenne - Conseil de  
coopération UE-Kirghizstan -  
Principaux résultats - Communiqué  
de presse**  
(Bruxelles, 06 mars 2017)

La quinzième réunion du Conseil de coopération entre l'UE et la République kirghize s'est tenue le 6 mars 2017.

### Dialogue politique et coopération régionale

Le Conseil de coopération a fait le point sur l'évolution de la situation politique en République kirghize dans la perspective de l'élection présidentielle prévue pour novembre 2017. L'UE a encouragé le pays à s'appuyer sur le succès qu'ont constitué les élections législatives pluralistes qui se sont tenues en octobre 2015, à garantir des conditions égales à tous les candidats potentiels et à coopérer avec les organisations internationales pertinentes. L'UE a souligné que l'État de droit, la lutte contre la corruption et la réforme du secteur judiciaire étaient des conditions préalables indispensables à un développement durable et à un environnement économique attrayant. Elle a demandé au gouvernement kirghize de garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire. L'UE continue de soutenir les autorités kirghizes dans le cadre des efforts qu'elles déploient à cet égard.

L'UE s'est félicitée que le Parlement kirghize ait rejeté la loi «sur les agents de l'étranger», ce qui constitue une reconnaissance du rôle positif important que la société civile joue traditionnellement en République kirghize, et elle a invité les autorités à ne pas politiser le travail des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'Homme. L'UE a déclaré apprécier le travail important effectué par l'OSCE dans le pays et elle a indiqué être favorable à ce que l'OSCE soit dotée d'un mandat renouvelé et effectif au Kirghizstan.

Le Conseil de coopération s'est aussi penché sur les développements politiques et économiques intervenus dans la région et il a procédé à un échange de vues sur la sécurité régionale. L'UE a salué l'engagement constructif dont fait preuve la République kirghize dans le cadre du dialogue et de la coopération au niveau régional.

### Développement et coopération commerciale

Le Conseil de coopération a réaffirmé que les deux parties souhaitent renforcer encore les relations bilatérales et il a passé en revue les réalisations et les projets dans des secteurs clés de la coopération au développement. L'UE et le Kirghizstan ont noté que l'enveloppe financière allouée par l'UE à titre d'aide, d'un montant de 184 millions d'euros pour les années 2014-2020, est mise en oeuvre à un rythme satisfaisant. De fait, deux tiers de l'enveloppe ont

déjà été affectés à des programmes précis ou comme soutien budgétaire dans les trois domaines de coopération prioritaires : l'État de droit, le secteur de l'éducation et le développement rural.

En outre, la République kirghize bénéficie d'une aide octroyée par l'intermédiaire de programmes régionaux et thématiques. L'UE soutient un renforcement des capacités dans les domaines de la gestion des frontières, de la prévention de la toxicomanie et de la lutte contre la criminalité organisée. Deux projets seront lancés cette année dans le domaine de l'environnement; l'objectif sera d'atténuer les effets de l'extraction d'uranium durant la période soviétique. Par ailleurs, le Kirghizstan a reçu un montant de 49 millions d'euros de la Facilité d'investissement pour l'Asie centrale, qui combine subventions de l'UE et prêts consentis par des institutions européennes de financement afin de faciliter l'accès des pouvoirs publics et des entreprises au crédit.

L'UE et le Kirghizstan ont également discuté des bénéfices du système de préférences généralisées, le SPG+, dans le cadre duquel plus de 6000 produits peuvent être exportés sans droits de douane vers l'UE depuis 2016.

La République kirghize est un partenaire important de l'UE en Asie centrale. L'UE demeure attachée au partenariat, fondé sur les valeurs communes que sont la démocratie et le respect des droits de l'Homme, et elle continuera de travailler en étroite coopération avec les autorités kirghizes pour soutenir les efforts de réforme qu'elles déploient afin de garantir un système stable de gouvernance démocratique et d'encourager la prospérité économique.

La réunion du Conseil de coopération était présidée par M. George Vella, ministre des affaires étrangères de Malte, pays qui exerce actuellement la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. La délégation kirghize était conduite par M. Erlan Abdyldaïev, ministre des affaires étrangères de la République kirghize./.